

Lettre d'infos de Juin à Octobre 2022

«les politiques ont peur de ceux qui ont peur, ils font donc une politique d'opinion qui ne correspond en rien à une approche rationnelle de la question migratoire». Catherine Whitol de Wenden dans Mediapart

Le contexte actuel

A Vintimille

-Antonio Suetta, **évêque de Vintimille**, après avoir évoqué l'illégitimité de la suspension des accords de Schengen (rappelés à l'Autriche par la Cour Européenne en avril dernier) a demandé **quand l'Italie interviendrait de manière décisive face au gouvernement français, afin que la libre circulation au sein de l'UE et à nos frontières communes soit effective**. On peut rajouter qu'on aimerait que la cour Européenne fasse les mêmes reproches à la France.

Il a précisé qu'en attendant que les choix du contexte européen changent, il espérait qu'au niveau local, ait lieu enfin **l'ouverture d'un nouveau centre d'accueil, pour faire face à une situation très complexe pour les migrants et pour le territoire, et pour reconnaître la dignité des personnes qui voyagent**.

-**Le Conseil Municipal, lui a rejeté l'idée d'un centre provisoire dans le parc de la Roja et n'a toujours pas décidé de l'emplacement d'un camp durable** (propositions dans des zones dangereuses) reconnaissant toutefois qu'une ville frontière ne peut pas compter uniquement sur les paroisses et sur Caritas

Dans la vallée de la Roya et dans les Alpes Maritimes

-Les travaux de reconstruction «post-tempête» continuent avec beaucoup de béton, il n'apparaît pas encore évident de laisser la place et de faire la promotion des moyens de transport, comme le vélo et le train. Merci de signer la pétition pour une piste cyclable

<https://www.roya-citoyenne.fr/2022/08/lettre-petition-urgence-pour-une-voie-cyclable-dans-la-vallee-de-la-roya-eurovelo-8/>

Petit à petit la vie revient à la normale, avec toutefois des traces psychologiques moins visibles que les destructions mais tout aussi présentes. Les associations essaient de pallier à la précarité, à l'isolement et **certain-e-s de ceux/elles qui ont été aidés par Roya citoyenne, aident à leur tour (par ex, légumes donnés pour les maraudeurs)**.

-Les forces de l'ordre sont toujours présentes et ont été renforcées, comme partout dans les Alpes Maritimes. Gérald Darmanin est fier de déclarer dans Nice Matin (05/08): depuis le 25/07 400 CRS ou gendarmes mobiles font face à un flux migratoire croissant + 65 Sentinelles qui font du repérage + 60 réservistes de la police nationale **«en tout environ 800 personnes dédiés chaque jour à la lutte contre l'immigration clandestine»**. Cet été, les touristes ont pu le constater sur la ligne Tende-Nice, s'ils étaient à côté de personnes «racisées»: en effet, **pour ne plus être accusés de «contrôles au faciès», les gendarmes demandent les papiers aussi aux personnes alentour** (ne faisant toutefois pas descendre du train, les quelques personnes qui n'auraient pas

leurs papiers sur eux et visiblement touristes!). **La situation est oppressante pour beaucoup d'habitant-e-s.**

Enfin, depuis septembre, les militaires de l'opération Sentinelle chargés de la surveillance et de la lutte anti-terroriste bénéficient d'un local de 15m² à Menton au plus près de la PAF (avant ils étaient basés à Sospel).

Tout ceci est renforcé bien sûr par l'utilisation de moyens techniques: caméras, drones, capteurs de chaleur ou de CO₂, lunettes de vision nocturne...

-Coût de cette militarisation des frontières en France? Un rapport de la commission d'enquête parlementaire, publié en novembre 2021, détaille les dépenses **pour 2020: l'état a investi 24,5 millions d'euros dans des dispositifs humanitaires d'hébergement contre 86,4 pour la mobilisation des forces de l'ordre.** Quant aux technologies, elles ont aussi un coût: 425 millions d'euros pour la période 2017-2021 (Médiapart)

-Côté politique locale, **Eric Ciotti député LR et Alexandra Masson députée RN de notre circonscription**, bien sûr, **réclament plus de sécurité. Christian Estrosi, lui fait évacuer en août le camp du port de Nice**, tentes et affaires des migrants étant jetées à la benne (avec impossibilité de récupérer papiers et téléphone pour un des concernés qui, dans l'affolement, les avaient oubliés !...)

-**Quelques demandeurs d'asile sont arrivés malgré tout jusqu'à nous** et ont été accompagnés jusqu'à Nice pour faire leur demande d'asile, là ou ailleurs, comme le permet normalement la loi...Il est toutefois, **parfois difficile de trouver des accompagnateurs/trices** et nous rédigeons un «vademecum» mais envisageons aussi une rencontre sur ce sujet.

En France

-En août, Gérald Darmanin prévoit dans le **projet de loi immigration de refuser ou de retirer leur titre de séjour aux étrangers qui manifesteraient un «rejet des principes de la république»;** le Conseil Constitutionnel avait pourtant **déjà censuré** cette disposition introduite dans «la loi confortant les principes de la république» dite loi séparatisme 24 août 2021!

-Le même, prévoyant une loi pour lever les réserves législatives empêchant l'expulsion du territoire d'étrangers délinquants **une centaine d'intellectuel-le-s et de militant-e-s appellent à une campagne de mobilisation nationale «non aux racistes, non aux discriminations»** (LDH Cimade SAF...).

-Les démarches des Ukrainien-ne-s ayant mobilisé beaucoup de services publics, les démarches des autres exilé-e-s pour **l'obtention ou le renouvellement de leurs papiers sont encore plus difficile**, poussant de plus en plus de personnes dans l'illégalité.

-Selon le ministère de l'Intérieur (06/22) **en 2021**, les dix premiers pays concernant les demandes d'asile sont dans l'ordre: l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, le Bangladesh, la Guinée, la Turquie, l'Albanie, la Géorgie, le Pakistan, le Nigéria, les Comores. **L'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) et la CNDA (Cour Nationale du Droit d'Asile) ont prononcé 54 094 décisions accordant un statut de protection (réfugié ou protection subsidiaire, hors mineurs accompagnants),**
Selon l'INED, **en 2020, pour 100 personnes nées en France, quatre vivent dans un pays**

étranger. En comparaison, **pour 100 personnes nées dans un pays d'Afrique, trois ont changé de pays.** Ceci pour essayer de lutter contre les idées reçues!

Maraudes

Il y a en ce moment **28 équipes françaises et italiennes** qui préparent et distribuent les repas aux réfugié-e-s à Vintimille tous les soirs et les dimanches à midi (Caritas assure toujours les autres jours à midi). Maria et Joël assurent la gestion **et en cas de problème de dernière minute ou d'absence d'équipe, «Relier Menton» aidé par un couple d'Italiens** (Filippo et sa femme) interviennent. **De janvier à octobre 32 750 repas ont été distribués, avec des pics en janvier, juin et août avec près de 4 500 repas par mois**

Cet été des équipes comme **«Roule tambouille»**, des scouts italiens...ont aussi aidé, ce qui était bienvenu, certaines équipes ayant besoin de souffler.

Emmaus Roya qui assure les jeudis depuis longtemps, a arrêté fin octobre les jeudis par manque de bénévoles. Nous allons essayer de voir si des bénévoles de la vallée peuvent renforcer l'équipe. De plus, nous n'avons pas de nouvelles de l'actuelle équipe des **Keisha Niya Kitchen**.

L'ambiance est parfois tendue, vu les conditions de vie des migrant-e-s dans la rue: présence policière très importante, hostilité d'une grande partie de la population et de la classe politique locale, pas de solution d'hébergement autre que privées, accès à l'eau difficile malgré la chaleur... La police, par contre, est relativement discrète lors de la distribution.

Les recharges de téléphone se font sur place quand Joël est là avec ses batteries. Il est aussi possible de le faire à l'Info-point 20KU pupa, tenu à proximité, ouvert tous les lundi, mardi et vendredi de 16h à 19h et les autres jours, si possible de 15h30 à 19h

NB «Save The Children» et Diaconia Valdese gèrent un **appartement d'urgence de nuit pour les mineur-e-s non accompagné-e-s en transit**. Par ailleurs, un **appartement dans le vieux Vintimille accueille familles et femmes isolées (5 max)**. Il est géré par Diaconia Valdese, et We World). Enfin Caritas gère un **appartement pour les migrants vulnérables**. **Les permanences à la frontière**

Après le démantèlement du point d'accueil des Kesha Niya, **«Relier Menton»** a décidé avec quelques aides d'assurer une permanence le dimanche. Actuellement, des étudiant-e-s de **«Sciences-Po Help Refugee»** négocient une convention afin que les heures de permanences effectuées à la frontière soient comptabilisées dans leur cursus en tant que bénévolat, ce qui devrait permettre d'augmenter les plages horaires.

Soutien de migrants suite à une course poursuite entre Sospel et Nice (mi- juin)

Une fois, le camion frigorifique abandonné à Nice par les passeurs, les policiers qui poursuivaient le véhicule depuis Sospel découvrent à l'intérieur cinq migrants. Parmi eux un blessé à la tête, suite aux tirs des policiers. Le blessé est emmené à l'hôpital, les autres en CRA (centre de rétention administrative). Roya citoyenne et ses partenaires s'engagent à trouver des solutions d'hébergement, d'accompagnement et de suivi à ces derniers particulièrement traumatisés par le décès de leur compagnon égyptien, qui vivait en France depuis 13 ans... Grâce à l'intervention d'un avocat suite à une décision de la cour d'appel d'Aix en Provence, ils sont libérés

Soutien à deux Nigérianes (fin septembre)

Deux jeunes Nigérianes, victimes de traite des être humains, soutenues par le Mouvement du Nid et AIC (Agir pour le lien social et la citoyenneté) grosse association niçoise, sont hébergées à Breil (CADA centre d'accueil de demandeurs d'asile) avec leurs enfants de 2 et 3 ans (et leurs compagnons). Elles voient refuser leur demande d'asile (sous prétexte de manque de distanciation effective avec un réseau, alors qu'elles vivaient à Breil)*. Leur avocate obtient alors auprès de la préfecture un titre de séjour comme victime de traite. La préfecture pour ne pas avoir à leur trouver un hébergement, leur retire le titre de séjour et l' assortit d'une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français). Alertée Roya Citoyenne décidé de lancer une «cagnotte» pour payer les frais d'avocats, afin de déposer, en urgence des référés liberté ** et pour un recours auprès du Conseil d'état afin de contester l'expulsion. Roya citoyenne décide également de faire connaître leur situation de mise en danger.

* d'après la Cimade, l'OFPRA et le CNDA ont souvent peur de protéger des auteurs de traite qui se prétendraient victimes.

** un référé a été positif et une des deux a obtenu d'être à nouveau hébergée, l'autre non

Tenue de stands

-2 juillet: tenue d'un stand à la **fête du château** à Nice où étaient programmés deux débats autour des migrant-e-s.

-12 juillet au 17 juillet: **Festival passeurs d'humanité**. Débats, spectacles, ateliers...se sont succédé dans la bonne humeur. La question des migrations était toujours présente ainsi que l'avenir de la vallée. Une belle occasion de découvertes physiques, mentales et amicales.

-Fête de la brebis brigasque: peu de visites à notre stand (à cause de l'emplacement?) mais rencontres intéressantes, sur place et dans la fête, toujours aussi chaleureuse.

Participation financière à la distribution de fournitures scolaires à Nice et à Cannes

Roya citoyenne s'est associé cette année à cette campagne menée par plusieurs de nos partenaires et qui a concernés 541 élèves.

Assemblée Générale 2022

Elle aura lieu le Vendredi 9 décembre 2022 à 18 h à la CA de Breil cf PJ

Agir, s'informer

Signer

-la pétition de Tous citoyens «Ouvrir une voie légale de migration entre la frontière italienne et Nice»
<https://chnng.it/bc45WGNXXR>

-une des pétitions de **soutien à Mimmo Lucano** qui va être jugé en appel (13 ans de prison en 1^o instance). Il devait venir le 4 novembre à Breil (Rencontre annulée).

change.org/p/appeal-pour-la-remise-en-liberte-immEDIATE-de-mimmo-lucano-maire-de-riace-calabre-italie?recruiter=298040569&utm_source=share

S'informer

-**14 des 31 «No Borders»** qui avaient installé un camp à la frontière entre Vintimille et Menton à l'été 2015 ont été condamné en première instance par la justice italienne à des peines de prison de 1 à 3 mois
<http://www.roya-citoyenne.fr/wp-content/uploads/2022/09/NM-14-09-22-No-borders-condamnes-Italie.pdf>

-Entre le 22 et le 29 octobre, plusieurs navires humanitaires, **l'Ocean Viking, le Humanity 1 et le Geo Barents**, ont respectivement secouru 234, 179 et 572 femmes, enfants et hommes à bord d'embarcations impropres à la navigation, trouvées en détresse en Méditerranée centrale. **Au 3 novembre** le navire de SOS MEDITERRANEE, celui de SOS Humanity, celui de MSF sont confrontés à un **blocage total en haute mer et à une interdiction implicite d'entrer dans les ports italiens...**

<https://sosmediterranee.fr/communiques-et-declarations/naufrages-bloques-demande-assistance-france-espagne-grece/>

Voir:

-en replay sur France TV **«Shadow games»**

<https://www.france.tv/france-2/25-nuances-de-doc/4183381-shadow-game.html> jusqu'au 27/02/23

Conséquence dramatique de la politique d'asile de l'UE, des adolescents fuyant la guerre rencontrent sur leur chemin des paysages hostiles et des polices aux frontières agressives. Une partie concerne ce qui se passe à Vintimille.

-en salle, le film **«les engagés»** d'Emilie Frèche à partir du 16/11 Sur la route de Briançon, la voiture de David percute un jeune exilé poursuivi par la police. Suivant son instinct il le cache dans son coffre....

A suivre:

-**le procès en appel de Mimmo Lucano**, ancien maire de Riace, qui a été condamné en première instance à 13 ans de prison (en 2018). Son crime: une politique innovante d'accueil. Ses inculpations «aide à l'immigration clandestine», «mariages blancs», «irrégularité dans la répartition de certains financements» (sans aucun enrichissement personnel). **15 autres personnes** sont également inculpées

-**le procès à Trapani en Sicile de l'équipage du bateau de la Iuventa** (allemand)

A relever:

-les propos d'Alexandra Masson députée RN des Alpes Maritimes (de notre circonscription!): **"Non, la SNSM (Société nationale de sauvetage en mer, NDLR) n'a pas vocation à devenir SOS Méditerranée"**, a-t-elle dit à l'Assemblée Nationale, en référence à l'association civile européenne de sauvetage en mer, créée en 2015 afin de secourir les exilés qui tentent la traversée de la mer. **"Son but premier est de sauver des vies en mer et non d'aller y chercher toujours plus de migrants"**, a poursuivi la députée, au détour d'une intervention sur le budget des



affaires maritimes.

-En dernière minute: Après 20 jours d'errance en mer, le navire d' SOS Méditerranée a été autorisé à débarquer à Toulon le 11 11 22 mais les contrôles sont encore renforcés aux frontières dans les Alpes Maritimes.